

Vietnam : rapports entre société civile et parti-État dans le post-*Doi Moi*

Thiem Hai Bui¹

Au Vietnam, le parti communiste développe diverses stratégies pour tourner le développement du secteur associatif à son avantage, en le transformant en nouvel instrument de contrôle sociétal. La cooptation, les contrôles et les ingérences de toutes sortes n'ont cependant pas empêché l'émergence de nouveaux espaces informels d'autonomie, au sein desquels se développe un contre-discours hégémonique.

La société civile vietnamienne se développe progressivement depuis le lancement du *Doi Moi* (« le Renouveau ») en 1986, malgré la monopolisation du pouvoir politique par le parti communiste du Vietnam. En tant que force sociale, la société civile ne s'était manifestée qu'épisodiquement et timidement avant 1986. Et en tant que concept théorique, ce n'est que récemment qu'elle a fait son apparition dans le discours politique vietnamien. Bien que le parti soit demeuré extrêmement réticent en matière de réforme politique, les réformes économiques de marché ont suscité une cascade de changements sociaux et politiques majeurs, qui ont *de facto* entraîné un relâchement du contrôle du parti-État sur la société.

L'expansion de la société civile signe l'ouverture d'une nouvelle ère dans l'histoire des relations entre l'État et la société en contexte autoritaire. La symbiose d'une structure de gouvernance typique-

1. Doctorant en sciences politiques et en études internationales à l'Université de Queensland (Australie), spécialiste du développement de la société civile et des dynamiques de gouvernance au Vietnam.

ment léniniste et d'une économie de marché a créé un espace au travers duquel des éléments de la société civile ont pu se constituer. Toutes sortes de luttes en faveur de la justice sociale et environnementale, ainsi que des droits économiques, culturels et démocratiques ont émergé. À un certain niveau, cette société civile a été « tolérée », voire « acceptée », par le parti-État, pour combler un vide dans le système de gouvernance.

Ce dernier a en quelque sorte accepté le défi de conduire l'économie de marché et de partager les objectifs de développement avec la société civile. Mais en pratique, l'action de ces nouveaux acteurs demeure compliquée, car les autorités continuent à la considérer avec suspicion et à craindre qu'elle n'échappe à leur contrôle. On pourrait dire que le parti joue à la fois sur les registres de la cooptation et des concessions, en vue de maintenir son hégémonie sur les idées, les valeurs et les normes de gouvernance.

Essor de la société civile

Les racines historiques, sociales et culturelles de la société civile vietnamienne plongent dans la société traditionnelle de l'époque féodale, quand les individus occupés à un même type de travail s'auto-organisaient dans des sortes d'associations professionnelles (« *phuong* » ou « *hoi* ») autour des marchés et des villes, pour développer leurs affaires sans interférence des autorités. Les villages de cette époque peuvent être considérés comme des formes primitives de société civile, en ce qu'ils jouissaient d'une autonomie relative vis-à-vis de l'État féodal (Chinh, 2012).

Sous la domination coloniale française, les actions de la société civile ont consisté en mouvements de protestation non violents de travailleurs, de paysans et d'intellectuels (écrivains, journalistes) revendiquant leurs droits légitimes et luttant pour la démocratie et la liberté. Ce militantisme a atteint son pic dans le grand mouvement pour la démocratie entre 1936 et 1939.

Mais ces embryons de société civile ont été soit détruits, soit assimilés par le Parti communiste vietnamien lorsque ce dernier est arrivé au pouvoir et a imposé une vision socialiste orthodoxe de la société, dans laquelle l'État est le seul représentant légitime des intérêts de tout le peuple. Durant les premières années du règne du Parti communiste au Nord-Vietnam, vers 1955-1956, le mouvement Nhan van-Giai pham, composé d'intellectuels, d'artistes, d'écrivains, a mené plusieurs actions symboliques pour exiger davantage

de liberté et d'indépendance contre les interférences de l'État. Mais il a rapidement été écrasé par le parti (Ninh, 2002). Cependant, le souvenir de ce mouvement est devenu un point de ralliement pour les dissidents d'aujourd'hui, d'autant que les questions soulevées à l'époque ont gardé leur pertinence.

Si l'on suit les théories conventionnelles, la société civile dans un contexte autoritaire est nécessairement soit lourdement réprimée, soit cooptée (Heurlin, 2009). Plusieurs intellectuels vont même jusqu'à affirmer que la société civile a été annihilée et ne peut tout simplement pas exister dans un pays comme le Vietnam. Ce type de lecture correspond bien à la situation du Vietnam d'avant la fin des années 1980, lorsque le parti-État menait une stratégie de suppression de la société civile et que les institutions officielles dominaient l'ensemble des sphères de la société (Phuong, 1994 ; Gillespie, 2008). Elle ne permet cependant pas de comprendre l'émergence de la société civile vietnamienne depuis 1986 et la nature très particulière des relations qu'elle entretient avec les autorités.

On assiste donc depuis les années 1990 à une prolifération d'organisations et d'associations de tous types. En tant que sphère d'actions associatives articulant les intérêts communs des citoyens face à l'État, la société civile inclut à la fois des citoyens individuels, des organisations de masse et des organisations sociales. D'après les statistiques du gouvernement vietnamien, il y avait en 2005, trois cent vingt associations d'envergure nationale et 2 150 associations locales. Aux niveaux provincial et communal, les ONG ont d'ailleurs une plus grande présence sur le terrain que l'État. Quant aux ONG internationales, leur nombre s'élevait à huit cents en 2010, tandis que leurs dépenses ont dépassé les deux milliards de dollars sur la période 1989-2010. Ces organisations internationales travaillent en partenariat étroit avec des ONG vietnamiennes et des agences de l'État.

Cooptation, résistances et répression

Si un certain nombre de ces organisations existent contre la volonté politique du parti, qui n'a pas pu empêcher le boom du secteur, celui-ci trouve globalement son intérêt dans ce développement, en ce qu'il y voit un instrument de contrôle sociétal, à l'instar des organisations de masse officielles. La stratégie de cooptation des ONG qu'il déploie passe par l'imposition de liens structurels avec le parti-État et la nomination du personnel des associations. Il en résulte un

haut degré de connexion politique et d'élitisme au sein des ONG, dont beaucoup sont soupçonnées de « rouler pour le gouvernement » et qualifiées de « Gongo », pour « *government owned ONG* » (Gray, 2009).

Le parti communiste vietnamien se trouve néanmoins face à un dilemme. Ce dernier a historiquement structuré la société de manière à pouvoir « *pénétrer dans tous ses secteurs et à tous les niveaux* » (Heng, 2004), brouillant la frontière entre les agences officielles et les acteurs de la société civile, ainsi qu'entre les sphères publiques et privées. Il s'est employé à infiltrer la société civile, en vue d'en contrôler l'idéologie et la culture. Mais pour autant, plusieurs instances de la société civile ont réussi à neutraliser ce type de cooptation, en manipulant le système à leur avantage afin de se donner des espaces d'autonomie.

Cette dimension duale de la société civile vietnamienne est étonnamment similaire à la société civile chinoise. À propos de cette dernière, Cooper (2006) note une multitude d'incarnations et des combinaisons complexes entre réseaux de relations diffus, associations informelles et organisations formelles en vue de conjurer conformité et résistance. Un certain nombre d'indices révèlent l'existence d'un discours contre-hégémonique dans divers pôles de cette société civile, qui défient la légitimité politique du régime de parti unique.

Dans ce contexte, le développement de la société civile a clairement été favorisé par l'arrivée d'internet au Vietnam en 1997 et l'expansion d'un cyberspace indépendant. Internet a amélioré l'accès à une diversité de sources d'informations et fait progresser la liberté de communication. En réduisant le contrôle du parti-État sur les flux d'informations, il a renforcé certaines activités de la société civile. L'émergence d'organisations et de citoyens mieux informés a augmenté les pressions pour une gouvernance plus effective et une participation populaire à l'élaboration des politiques publiques. Les appels aux droits démocratiques, à l'accès à l'information, à la liberté d'association, d'assemblée et de manifestation sont devenus plus insistants. Ils sont notamment relayés par des blogueurs militants, qui s'ingénient à mettre à jour les scandales de corruption et les puissants groupes d'intérêts qui manipulent les politiques publiques à leur avantage. Ce nouveau type d'activisme a rendu les relations États-société encore plus complexes.

La réaction du parti-État au développement de flux d'informations indépendants a été clairement et constamment répressive. Le 31 août 2012, le quotidien *Nhan Dan*, porte-parole du Parti communiste, publia un article d'opinion intitulé « Société civile, une tactique d'évolution pacifique », qui associe la société civile à des agendas de forces étrangères hostiles, décidées à faire chuter le régime. Le 12 septembre de la même année, le Premier ministre ordonna au ministère de la sécurité publique et au ministère de l'information et de la communication de mettre au pas la blogosphère qui « *dissémine et discute des informations préjudiciables à la sécurité politique du régime* ». Les forces de sécurité et les agences de contrôle des médias ont multiplié les mesures préventives ou répressives contre les dissidents politiques et les personnalités exprimant des vues divergentes en matière de gouvernance.

Mobilisations environnementales et patriotiques

Le rôle de la société civile a été particulièrement dynamique dans les domaines de la gouvernance environnementale et du nationalisme anti-chinois. Dans les deux cas, des réseaux activistes informels ont opéré en dehors du parti-État et réussi à coordonner des mobilisations significatives.

L'augmentation ces dix dernières années des initiatives de la société civile pour influencer sur les politiques environnementales est liée à la volonté officielle d'accélérer plusieurs grands projets de développement, au détriment de l'environnement. Les autorités de plusieurs villes et provinces ont marqué leur accord pour l'implantation de projets d'industries extractives, d'hôtels de luxe ou de terrains de golf dans des environnements sensibles. Parmi ces projets, le Vong Canh Hill Life Resort à Hué, le plan d'extension du Parc de la réunification à Hanoï et les mines de bauxite dans les hauts plateaux du Centre ont suscité des actions fortes de la société civile, en vue d'infléchir les décisions prises par les autorités.

Le scandale environnemental de Vedan a défrayé la chronique durant plusieurs mois en 2008-2009 et soulevé plusieurs questions importantes en termes de gouvernance environnementale et de justice. L'entreprise Vedan, géant de la production de glutamate, a déchargé des milliers de mètres cubes d'eau usée toxique dans la rivière Thi Vai, province de Dong Nai, durant quatorze années. Ce cas en particulier a donné l'occasion à la société civile de questionner la structuration du processus décisionnel du parti-État et le

rôle des organisations de masse. Dans l'intérêt de l'environnement comme de sa propre légitimité politique, le parti est de plus en plus acculé à redéfinir les modalités de prise de décision et de gestion des activités au sein des institutions officielles.

En ce qui concerne le nationalisme, l'action de la société civile est montée en puissance au travers de manifestations antichinoises, visant à dénoncer les prétentions du grand voisin du nord à la souveraineté sur la mer de Chine méridionale. Bien que ces actions publiques n'aient mobilisé que quelques centaines à un millier de militants, elles ont pu compter sur la participation d'étudiants, d'intellectuels renommés, de vétérans de guerre et de blogueurs. Des manifestations d'ampleur nationale de ce type sont extrêmement rares dans un paysage politique vietnamien dominé par le parti communiste. Les autorités ont d'ailleurs réagi en accusant les manifestants d'être manipulés par des éléments hostiles et réactionnaires et des opportunistes ayant usurpé le thème du patriotisme. Toute une série de stratégies ont été déployées pour empêcher la tenue de ces manifestations et il a été interdit aux médias de les mentionner.

Les manifestations antichinoises soulèvent plusieurs enjeux politiques : un sens aigu du nationalisme qui réfute la prétention du parti-État au « monopole du patriotisme », l'affirmation de libertés en matière d'expression patriotique et la revendication du droit constitutionnel de contester la politique étrangère du parti, en particulier la nature secrète des relations Chine-Vietnam et l'incapacité du parti à prévenir l'agression chinoise dans la mer de Chine méridionale. Ces mobilisations ont par ailleurs été les premières à utiliser toute la gamme des médias sociaux – blogs, facebook, messageries instantanées –, pour coordonner les actions de la société civile et influencer l'opinion publique dans le contexte d'un blocus médiatique. En contestant la légitimité politique des autorités en termes d'idées, de valeurs et de normes, elles ont constitué un embryon de contre-pouvoir effectif et préfigurent le rôle que pourrait jouer à l'avenir la société civile en tant que force sociale de changement.

Traduction de l'anglais : François Polet

Bibliographie

Cinh T. T. (2012), « To chuc xa hoi dan su – Mot di san cua Viet Nam » (Acteurs de la société civile – Un héritage du Vietnam), *Viet-studies info*.

- Cooper C. M. (2006), « This is our way in: the civil society of environmental NGOs in South West China », *Government and opposition* 41 (1).
- Gillepsie J. (2008), « Localizing Global Rules: Public Participation in Lawmaking in Vietnam », *Law & Social Inquiry*, 33 (3).
- Heurlin C. (2009), « Governing Civil Society: The Political Logic of NGO-State Relations Under Dictatorship », *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 21 (2).
- Gray M. L. (2009), « Creating civil society? The Emergence of NGOs in Vietnam », *Development and Change*, 30 (4).
- Heng R. H.- K. (2004), « Civil society effectiveness and the Vietnamese state – Despite or because of the lack of autonomy », in *Civil Society in Southeast Asia*, dir. Guan L. H. , Singapour, Institute of Southeast Asian Studies.
- Ninh K. (2002), *À World Transformed: the Politics of Culture in Revolutionary Vietnam, 1945-1965*, University of Michigan Press.
- Phuong L. (1994), « Xã hội công dân : Từ triết tiêu đến phục hồi » (Société civile : de la suppression à la restauration), in *Vietnam Update* 1994, Camberra, Australian National University

